



De : Simone ARAMET - Secrétaire de séance

A : Participants

Début de séance : 20h30

Fin de séance : 23h45

CC : CORNIL Christine

Objet : Compte Rendu de la séance du Conseil Municipal du 26 mai 2025

Etaient présents :

Julien MOUCHEBOEUF, Olivier CHARRON, Ghislaine GUILLEMAIN, Ludovic GIRARD, Annie CHARRASSIER, Lionel NORMANDIN, Sophie BRODUT, Marie BERNARD, Christophe METREAU, Gaëtan BUREAU, Raymond NUVET, Simone ARAMET, Didier MOUCHEBOEUF et Claude NEREAU

Excusés : Charlotte DENIS-CUVILLIER, Marc LIONARD, Carine MOULY et Claire LEGER

Absente : Nathalie CHATEFAU

Secrétaire de séance : Simone ARAMET

DOSSIER 1 **Approbation du Compte-Rendu de la séance du 09 avril 2025**

Approuvé à l'unanimité des membres présents

DOSSIER 2 **Dossier cimetières**
Modification du règlement intérieur, création d'une commission cimetières et création des ossuaires à perpétuité

Modification du règlement des cimetières de la commune

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal que le règlement intérieur des cimetières de la commune a été approuvé lors de la séance du 16 septembre 2020.

Ce règlement permet de définir l'ensemble des règles qui permettent une utilisation paisible et harmonieuse des lieux.

Il a pour objet d'assurer le bon ordre, la décence, la sérénité, la salubrité et la tranquillité dans les trois cimetières de la commune.

Il convient aujourd'hui de procéder à des modifications de certains articles de ce règlement pour une parfaite mise à jour de ce document.

Après avoir fait lecture du règlement intérieur modifié, Monsieur le Maire demande aux membres présents d'approuver les modifications.

Articles modifiés :

- Titre 1 : préambule, article 3, article 4, article 5, article 6
- Titre 4 : article 21
- Titre 5 : article 22, article 25, article 26 et article 29
- Titre 6 : article 31
- Titre 7 : préambule
- Titre 8 : modification mot « crématisés »

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité, DECIDE :

- **D'APPROUVER** les modifications du règlement intérieur des cimetières tel qu'il est mentionné ci-dessous au présent Compte-Rendu,
- **DE DIRE** que le nouveau règlement intérieur des cimetières entre en vigueur dès son adoption par le Conseil municipal,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ledit règlement intérieur et tous les documents.

REGLEMENT DES CIMETIERES **DE LA COMMUNE DE MONTGUYON**

Annexe à la délibération n° 2025-49 du Conseil municipal du 26 mai 2025

Le Maire de la commune de MONTGUYON

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.22213-7 et suivants confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépulture,

VU le code Pénal, notamment les articles 225-17, 225-18,

VU le Code Civil, notamment les articles 78 et suivants,

VU le Code de la Construction et de l'Habitat,

VU la délibération n° 2020/75B du 16 septembre 2020 approuvant le règlement intérieur des cimetières de Montguyon,

VU la délibération du Conseil municipal n° 2025/49 du 26 mai 2025 approuvant la modification du règlement intérieur des cimetières de la commune,

VU la délibération du Conseil municipal n° 2025/03 du 19 février 2025 approuvant la modification du règlement intérieur des cimetières de la commune,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2022/118 du 15 décembre 2022 approuvant la modification du règlement intérieur des cimetières de la commune,

VU la délibération du Conseil municipal n° 2022/106 du 03 novembre 2022 approuvant la modification du règlement intérieur des cimetières de la commune,

Considérant qu'il est indispensable de prescrire les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques, le maintien du bon ordre et de la décence dans le cimetière de MONTGUYON,

Arrête n° 2025-117 du 26/05/2025 ainsi qu'il suit le règlement du cimetière de MONTGUYON,

Titre 1 – Dispositions Générales / Cimetières

Préambule

La gestion d'un cimetière s'effectue de 3 manières

Technique
Règlementaire
Administrative

La collectivité doit entretenir les parties communes des cimetières. La commune doit imposer aux familles l'entretien des concessions mais n'a pas le droit d'imposer aux familles de mettre un monument sur les concessions.

Le Code Général des Collectivités Territoriales distingue l'obligation pour la commune :

- D'inhumer certaines personnes
- D'accorder des concessions dans ses cimetières

Qu'est-ce qu'une concession funéraire ? C'est un acte de concession d'un terrain concédé par la commune. Quand il n'y a pas d'acte de concession c'est un terrain commun autrefois appelé « indigent ». Dans un terrain commun, n'est possible l'inhumation que d'une seule personne.

Un acte de concession est un acte qui couvre la parcelle accordée à la famille (sans les passe-pieds qui restent propriété de la commune) pour l'inhumation de son ou de ses défunt(s).

Article 1^{er} – Désignation des cimetières

Sur le territoire de la commune de Montguyon, trois cimetières sont affectés aux inhumations :

- Cimetière n°1
- Cimetière n°2
- Cimetière n°3

Article 2 – Droit des personnes à la sépulture

- Aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile,
- Aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune, quel que soit leur lieu de décès,
- Aux personnes non domiciliées sur la commune mais y possédant une concession de famille et ce quel que soit leur domicile et le lieu de leur décès,
- Aux personnes nées à Montguyon,
- Aux personnes contribuables sur la commune,
- Aux ressortissants français établis hors de France, n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Pour toute autre situation, la demande formulée sera soumise à l'approbation du conseil municipal.

L'inhumation d'animaux dans les cimetières municipaux est interdite.

Article 3 – Concessions

Les terrains des cimetières comprennent :

1. Les emplacements communs affectés à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concessions
2. Les emplacements pour fondation de sépultures privées.
3. Les concessions de cases de columbarium et le Jardin du Souvenir (dispersion des cendres)
4. Les ossuaires perpétuels
5. Le dépositaire dans le cimetière 2

Article 4 - Acquisition, droit de concession et tarifs

Les personnes désireuses d'obtenir une concession doivent s'adresser à la Mairie.

Après signature du contrat, le concessionnaire devra acquitter la redevance au tarif en vigueur. Ces tarifs sont fixés par délibération du conseil municipal.

Le titre de concession précise le nom du concessionnaire, le type de concession, sa nature, ses dimensions, sa durée, le numéro de concession et son emplacement dans le cimetière et enfin son coût.

Le tarif au mètre carré pour une concession est fixé par délibération du 30 septembre 2004 à 64,03 euros, à savoir :

- Petite concession de 2,80 m² = 179,29 euros (64,03€ x 2,80 m²) 1 personne ou 2 personnes maximum l'une sur l'autre
- Grande concession de 5,60 m² = 358,57 euros (64,03€ x 5,60 m²) minimum 2 personnes à côté l'une de l'autre
 - Ces tarifs s'entendent sans les passe-pieds qui restent propriété de la commune (25cm sur chaque côté de la concession).

Toute concession non payée est considérée comme terrain commun et l'emplacement pourra être récupéré au bout de 5 ans par la commune.

Article 5 – Durée des concessions

La durée des concessions dans les cimetières municipaux pour la fondation de sépultures privées est fixée à **uniquement cinquante ans (concession cinquantenaire)**.

A échéance, les concessions peuvent être renouvelées.

Article 6 - Attribution des emplacements

L'emplacement proposé aux personnes ayant qualité pour obtenir une concession dans les cimetières de la commune de MONTGUYON est fonction de la disponibilité des terrains.

Les emplacements réservés aux sépultures sont désignés par le Maire ou le Maire-Adjoint délégué.

Les terrains peuvent être concédés avant un décès. Le concessionnaire ou les ayants droits devront veiller à l'entretien de leur emplacement sous certaines conditions (voir en Mairie).

Faute de place dans les trois cimetières de la commune, un concessionnaire ne pourra pas acquérir une nouvelle concession tant que la première n'est pas complète.

L'acquisition d'une concession (article 2 – droits des personnes à la sépulture) ne pourra s'effectuer uniquement que sur présentation d'un :

- Justificatif de domicile de moins de trois mois (facture d'eau, d'électricité, de téléphone, ...) au nom du concessionnaire acquéreur
Ou
- Acte de naissance prouvant la naissance sur le territoire de la commune
- Ou
- Avis d'impôts fonciers
Ou
- Acte de concession

Attention : les attestations d'hébergement ne sont pas acceptées.

Titre II – Mesures d'ordre intérieur et de surveillance

Article 7 – Entretien

Les chemins intérieurs des cimetières seront constamment maintenus libres. Les dégradations et les dommages causés aux chemins ou tous autres dommages constatés dans l'intérieur des cimetières seront réparés aux frais du contrevenant.

Les fleurs naturelles ou artificielles doivent être exclusivement déposées par les familles sur la sépulture et non dans les allées, sauf lors de la cérémonie funéraire et à la période des fêtes de la Toussaint.

La commune se réserve le droit de retirer les compositions florales du moment qu'elles sont fanées.

Article 8 – Interdictions Accès

L'entrée des cimetières est interdite :

- Aux personnes en état d'ivresse
- Aux marchands ambulants
- Aux enfants de moins de 10 ans non accompagnés
- Toute personne qui ne serait pas vêtue décemment
- Aux chiens et autres animaux domestiques, même tenus en laisse

L'entrée des bicyclettes, vélomoteurs, voitures et autres véhicules est interdite : il y a cependant exception pour :

- Les véhicules funéraires,
- Les véhicules utilisés par les services municipaux,
- Les camions ne dépassant pas les 7,5 tonnes de charge utile, appartenant aux opérateurs funéraires, entrepreneurs ou services techniques ayant des travaux à exécuter.

En cas de dégâts causés aux allées ou plantations par ces véhicules, le remboursement du montant des réparations sera dû par les responsables.

Article 9 – Comportement des personnes

Les cris, les chants, les conversations bruyantes, les disputes, sont interdits à l'intérieur des cimetières.

La destination des lieux implique que toute personne, y compris les professionnels du funéraire, qui pénètrent dans les cimetières, s'y comportent avec quiétude, décence et respect dus à la mémoire des morts.

Les personnes qui enfreindraient quelque une des dispositions du règlement seront expulsées par les services municipaux sans préjudice des poursuites de droit.

Il est expressément interdit :

- D'apposer des affiches, panneaux ou autres signes d'annonces sur les murs extérieurs et portes des cimetières. Seul est autorisé aux emplacements réservés, l'affichage des arrêtés ou avis municipaux,
- De filmer ou de photographier sans avoir obtenu préalablement les autorisations nécessaires,
- D'escalader les murs de clôture, les grilles, de fouler les terrains servant de sépulture, de monter sur les monuments et pierres tombales, de couper ou d'arracher les fleurs, plantes sur les tombeaux d'autrui, d'endommager d'une manière quelconque les sépultures,
- De déposer des ordures en dehors des emplacements réservés à cet usage,
- De fumer dans l'enceinte des cimetières,
- D'y jouer, boire et manger.

Article 10 – Publicité

Nul ne peut faire à l'intérieur des cimetières, aux visiteurs et aux personnes suivant les convois, une offre de service ou remise de cartes ou adresses, ni stationner soit aux portes d'entrées des cimetières, soit aux abords des sépultures ou dans les allées.

Article 11 – Responsabilité en cas de dégâts ou de vols

La commune de Montguyon décline toute responsabilité quant aux dégradations ou vols de toute nature causés aux ouvrages ou signes funéraires des concessions par des tiers autre que les employés municipaux.

Il en est de même en cas de déstabilisation ou dégâts sur un monument, provoqués par des travaux effectués par des tiers non mandatés par la commune sur la concession voisine.

La Mairie de Montguyon n'est pas tenue pour responsable des mouvements de terrain qui entraîneraient l'affaissement des concessions ou leur dégradation, causés par les catastrophes naturelles.

Article 12 – Responsabilité du concessionnaire

Le concessionnaire ou ses ayants droits sont responsables de tous dégâts ou blessures que pourraient provoquer tout ou partie du caveau, monument, ornementation ou plantation qu'il y a fait placer sur le terrain concédé.

Dans ce cas, un procès-verbal de constat sera établi par le Maire ou un agent municipal assermenté.

Article 13 – Inter-tombes

L'espace réservé aux inter-tombes constitue les parties communes du cimetière, au sein desquelles les usagers doivent pouvoir circuler en sécurité et sans entrave.

Ces espaces appelés également « passe-pieds » mesurent de chaque côté de la concession 25 cm (voir plan ci-joint annexe 1 au présent règlement). Ces espaces restent propriété de la commune dont l'entretien lui revient.

En cas de non-respect de cet article le Maire, au titre de la police des funérailles et des lieux de sépulture, prescrira toute mesure destinée à empêcher que le titulaire d'une concession ne gêne la desserte des sépultures voisines.

Article 14 – Edifice menaçant en ruine

Si l'administration juge qu'un monument ou une partie de monument menace ruine ou constitue de quelque manière que ce soit un risque pour la sécurité publique, elle en avisera par lettre recommandée avec accusé de réception, le concessionnaire ou ses ayants droit qui devront prendre toutes les dispositions utiles dans les meilleurs délais pour faire cesser la cause du danger, conformément aux articles L.2213-24 du code général des collectivités territoriales et L.511-1 à L.551- et de l'habitation.

Si le concessionnaire ou ses ayants droits ne se manifestent pas dès réception de l'avis, le Maire pourra s'il y a urgence, faire procéder aux travaux de remise en état ou à la démolition du monument aux frais du concessionnaire ou de ses ayants droit.

De plus, il sera fait opposition au renouvellement de la concession, tant que les frais avancés par la commune pour ces travaux, n'auront pas été remboursés par le concessionnaire ou ses ayants droit.

TITRE III Disposition pour les travaux effectués à l'intérieur des cimetières

Article 15 – Déclaration de travaux

Conformément à la loi n°93-23 du 08 Janvier 1998, les familles ont toute liberté du choix des entreprises de pompes funèbres ou de marbrier pour l'exécution de travaux sur l'emplacement qui leur est concédé.

Tous travaux de construction, réfection ou démolition de caveau, monument, entourage, barrière, dépose et repose de monument, toutes opérations funéraires ne peuvent être engagés sans déclaration écrite au préalable. Sauf dérogation exceptionnelle du Maire, la déclaration de travaux devra être déposée à la Mairie 48 heures minimum avant la date envisagée pour le démarrage des travaux.

Elle devra mentionner :

- Les coordonnées du ou des titulaires,
- Les coordonnées de l'entrepreneur,
- La description exacte des travaux, matériaux utilisés,
- Le numéro de concession et son emplacement dans le cimetière
- Les dates de début et de fin des travaux

Ayant une église soumise à autorisation des bâtiments de France, il est impératif de conserver une cohérence avec le site. Les couleurs vives, les formes exubérantes etc... sont interdites.

En aucun cas, les travaux ne pourront débuter avant la délivrance du visa d'autorisation qui sera dressé au(x) demandeur(s) et à l'entrepreneur.

L'absence de formulaire complété ou un formulaire incomplet entraîne le refus d'autoriser les travaux. Les travaux entrepris sans déclaration préalable ou les travaux non conformes à ceux indiqués dans le formulaire peuvent être immédiatement suspendus. Le démontage ou la démolition des ouvrages peut éventuellement être prescrit.

Périodes et durée des travaux

Les travaux sont interdits :

- Pendant les cérémonies d'enterrement
- Les dimanches et jours fériés.

En cas d'urgence, pendant ces périodes, le Maire peut à titre exceptionnel, autoriser des travaux.

Pendant les cérémonies d'enterrement, les lieux où se déroulent les travaux devront présenter un aspect correct. D'une manière générale, la réalisation des travaux ne doit pas troubler le recueillement.

La durée des travaux ne pourra excéder une durée d'un mois.

La commune se dégage de toute responsabilité en cas de mauvaise interprétation de l'emplacement d'une concession.

A compter du 04 novembre 2022, les caveaux hors sol ne devront pas dépasser la hauteur maximale de 1,50 mètres à partir du sol. La pierre tombale sur le caveau ne devra pas dépasser la hauteur de 0,70 mètres.

Article 16 – Plantations d'arbres et de végétaux, décorations florales ou autres

Les plantations d'arbustes par les concessionnaires de terrains dans les cimetières communaux sont interdites en pleine terre.

Toutefois, si des plantations existent déjà, elles devront se développer que dans les limites du terrain concédé. Elles devront toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage. Elles ne pourront dépasser une hauteur de 1,00 mètre et seront donc élaguées en conséquence.

Elles devront être arrachées si le développement des racines ou des branches devenait nuisible aux sépultures voisines ou aux allées des cimetières.

Les décorations florales de toutes natures, naturelle ou artificielle, jardinières, pots ou tout objet, ne devront en aucun cas dépasser les limites du terrain concédé.

En cas de carence des intéressés et d'absolue nécessité et après mise en demeure restée sans réponse, la collectivité se réserve le droit de procéder aux réductions de végétation proliférant en dehors et jusqu'aux limites des concessions en cause et à l'enlèvement de tout objet déposé sur le domaine public qui serait jugé encombrant ou gênant pour la circulation et le travail des agents municipaux, notamment dans le cadre de l'entretien des allées ou pouvant porter préjudice à la morale ou à la décence, sans que la commune ne puisse en être rendue responsable.

Le concessionnaire ou ses ayants droit demeurent responsables de tous dégâts ou accidents occasionnés soit par leur chute, soit de toute autre cause.

Dans le cadre de la mise en application de la Charte d'Ecologie Urbaine et de Développement Durable, l'usage de produits désherbants dans les parties communes, allées, contre-allées et inter-tombes est interdit.

La pose de graviers, dalles autour de la sépulture sur les parties communes en dehors du périmètre faisant l'objet du contrat de concession est également interdite. En cas d'infraction, la collectivité adressera un courrier aux concessionnaires ou ses ayants droit afin qu'ils puissent procéder à la remise en état des lieux. A défaut de réponse et d'intervention des intéressés dans un délai d'un mois, un constat sera dressé par les agents de surveillance de la voie publique assermentés et les services techniques procéderont au nettoyage des parties concernées sans qu'aucun recours ne soit possible.

Article 17 – Surveillance des travaux

L'administration surveillera les travaux de construction des caveaux et sépultures, de manière à anticiper les dangers qui pourraient résulter d'une mauvaise construction et nuire aux sépultures voisines et veiller au respect des prescriptions édictées dans l'autorisation de travaux.

Un état des lieux des concessions voisines sera dressé après les travaux par un agent municipal.

Article 18 – Propreté des chantiers

Les matériaux nécessaires à la construction et les terres provenant des fouilles seront déposées provisoirement dans l'allée avec les protections nécessaires pour éviter d'endommager le sol existant enherbé sur une durée maximum de 48 heures lorsqu'ils ne pourront l'être sur le terrain concédé.

En cas de manquement de cet article, la Municipalité se réserve le droit de réclamer le remboursement des frais engagés pour la remise en état.

Aucun dépôt, même momentané, de terres, matériaux, outils, vêtements ou objets quelconques, ne devra être effectué sur les tombes riveraines, les entre tombes et les espaces verts.

Les entrepreneurs devront évacuer les gravats, pierres et débris au fur et à mesure ainsi que les terres excédantes après vérifications minutieuses qu'elles ne contiennent pas d'ossements.

Les entrepreneurs sont tenus, après achèvement des travaux, de nettoyer avec soin l'emplacement qu'ils auront occupé, et de réparer les éventuels dégâts qu'ils auraient pu commettre.

TITRE IV – Dispositions générales applicables aux inhumations dans les sépultures en terrain ordinaire ou terrain commun

Article 19 – Formalités préalables

Toute opération funéraire est subordonnée à une demande écrite et à une autorisation délivrée par le Maire, après vérification des droits.

Aucune inhumation (y compris l'inhumation des urnes fixes) ne pourra avoir lieu sans une autorisation d'inhumer délivrée par le Maire, demande formulée 24 heures (jours ouvrés), à l'avance et comportant tous les renseignements utiles concernant : le défunt, la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, la concession avec les caractéristiques de la sépulture, les entreprises habilitées et mandatées pour effectuer préalablement les travaux à l'inhumation.

Toute personne qui, sans autorisation, ferait procéder à une inhumation serait passible de poursuites pénales.

Article 20 – Délai d'inhumation

Aucune inhumation ne peut être effectuée moins de 24 heures après le décès.

Article 21 – Situation – Droits aux sépultures et reprises des terrains communs

Une partie de terrain dans le cimetière est affectée aux inhumations des personnes démunies de ressources, sans famille (terrains communs)

Les inhumations se font dans des emplacements désignés par l'autorité municipale. Un seul corps par terrain commun.

La durée d'occupation des parcelles en terrains communs peut-être au minimum de 5 ans. Toutefois, la commune se réserve le droit de procéder à toute exhumation passé le délai de 5 ans et au-delà en cas de besoin de places pour des futures concessions, conformément à la réglementation du code général des Collectivités Territoriales après information des familles des défunts si elles sont connues, publication et affichage aux portes de la Mairie et des cimetières pendant 3 mois.

Les familles pourront cependant conserver les restes des défunts en les transportant dans une concession. Elles pourront récupérer les objets funéraires placés sur la tombe pendant un délai d'un an après la reprise du terrain par la commune. Les insignes qui n'auront pas été enlevés par les familles ou leurs ayants droit à l'expiration de ce délai, deviendront propriété de la commune.

TITRE V – Dispositions générales applicables aux concessions

Article 22 – Disposition des concessions

Les superficies des concessions sont arrêtées comme suit :

- Petite concession : 1,50m x 2,80m soit 4,20m²
- Grande concession : 2,50m x 2,80m soit 7m²

Ces dimensions s'entendent avec les passe-pieds qui restent propriété de la commune, de 25cm de large sur chaque côté de la concession (droite, gauche, haut et bas).

Les concessions sont conçues pour un nombre de places précises. Il est interdit de mettre plus de cercueils que ces dernières ne peuvent en contenir. Si le cas se présente, il y a obligation de réaliser une réduction de corps pour libérer une place. Le reliquaire peut être mis dans la concession.

Article 23 – Droits et obligations des concessionnaires

Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'empporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative. Il en résulte que :

- Une concession ne peut être transmise que par voie de succession ou de donation

- Une concession ne peut être destinée à d'autres fins que l'inhumation. Peuvent être inhumés dans une concession, le concessionnaire, ses ascendants ou descendants. Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer dans sa concession certaines personnes n'ayant pas la qualité de parents mais l'attachent par des liens exceptionnels d'affection et de reconnaissance.
- Tout titulaire d'une concession peut y construire un caveau de famille.

Article 24 – Type de concession

Les différents types de concessions du cimetière sont les suivants :

- Concession cinquantenaire
- Columbarium : concession pour une durée de 15 ou 30 ans
- Ossuaire perpétuel

Article 25 – Non-paiement

Toute concession de terrain non payée est considérée comme terrain commun et l'emplacement peut être récupéré au bout de 5 ans.

Article 26 – Renouvellement des concessions temporaires

Les concessions sont renouvelables à expiration de chaque période de validité. Le concessionnaire ou ses ayants droit pourront encore user de leur droit à renouvellement, pendant une période de 2 ans, à compter de la date d'expiration. Passé ce délai ou à défaut de paiement de la nouvelle redevance, la concession retourne à la Commune qui peut procéder à un autre contrat (sous réserve que la dernière inhumation remonte à plus de 5 ans). Un tiers ne peut pas procéder au renouvellement d'une concession.

La commune pourra informer le concessionnaire ou les ayants droit par courrier ou annonces dans un journal légal ou affichages afin de les inviter à procéder au renouvellement, si leurs adresses sont connues.

Il est important de noter que la municipalité n'a pas l'obligation de rechercher et prévenir les concessionnaires ou héritiers, qui doivent donc se soucier du renouvellement de leurs concessions. En effet, le soin de renouveler les concessions à durée limitée incombe uniquement aux concessionnaires ou à leurs ayants droit.

A défaut par les familles de réclamer à l'issue de la période de deux années, le monument ainsi que les objets funéraires, ces derniers intègrent immédiatement le domaine communal. Toutefois, si le renouvellement se déroule après les deux ans, ce dernier débutera à la date d'échéance initiale.

En cas de non-respect de la date d'échéance, le Conseil municipal prendra une délibération de reprise de concession.

Les restes mortels provenant des concessions non renouvelées seront, soit déposés à l'ossuaire, soit incinérés et les cendres dispersées dans le Jardin du Souvenirs.

La commune se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession pour des motifs de sécurité, de circulation et en général pour tout motif visant l'amélioration du cimetière. Dans ce cas, un emplacement de substitution est désigné, les frais de transfert étant pris en charge par la commune.

Article 27 – Entretien et procédure de reprise d'une concession en état d'abandon

Tous les terrains concédés devront être entretenus par les concessionnaires en état de propreté, les monuments funéraires seront eux maintenus en bon état de conservation et de solidité.

Si une concession est réputée en état d'abandon, elle pourra faire l'objet d'une reprise selon la procédure prévue par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 28 – Transmission

La transmission de la concession peut intervenir du vivant de son titulaire ou après sa mort.

- De son vivant le concessionnaire peut donner sa concession.
- Dans ce cas, un acte de substitution est ratifié par le Maire.
- Elle peut être également transmise par voie de succession.

Les concessions de terrain devant échapper à toute opération spéculative, elles ne seront transmises qu'à titre gratuit.

Article 29 – Rétrocession

La commune pourra accepter la rétrocession d'une concession dans les conditions suivantes :

- Le terrain ou la case de columbarium devra être libre de tout corps ou/et de toute urne cinéraire.
- En aucun cas, il ne sera remboursé par la commune le prix des caveaux construits sur ces concessions.

- Les rétrocessions seront consenties à titre gratuit. Aucun remboursement même partiel ne sera fait par la commune suite à une rétrocession.

Seul le concessionnaire fondateur peut rétrocéder sa concession de son vivant. La concession doit être vierge de tout corps.

Titre VI – Dispositions relatives aux exhumations

Article 30 - Demande d'exhumation

Aucune inhumation ou ré inhumation, sauf celle ordonnée par l'autorité judiciaire ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable du maire.

La demande d'exhumation doit être formulée par le plus proche parent du défunt. La personne qui présente la demande doit justifier de son état civil et de sa qualité.

En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux.

Article 31 - Ouverture des cercueils

Si au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation (la durée de décomposition d'un corps est en moyenne de 15 ans), il ne devra être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de cinq ans depuis la date du décès et seulement après avoir obtenu l'autorisation municipale.

Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil. En cas de réduction de corps, les restes mortels seront réunis dans une boîte à ossements qui sera placée dans l'ossuaire.

Si le corps est intact ou très peu abîmé c'est-à-dire ne pouvant pas être réduit, l'exhumation est stoppée.

Article 32 - Exécutions des opérations d'exhumations

Les dates et heures des exhumations sont fixées par le Maire ou l'Adjoint délégué par arrêté, en fonction des nécessités du service et en tenant compte, autant que possible, des desiderata des familles. Les cimetières doivent être fermés pendant les exhumations par arrêté du Maire qui décidera des horaires de fermeture.

Les fossoyeurs, dans l'exécution des fouilles nécessaires pour opérer une exhumation, auront soin de ne pas mettre à découvert les corps voisins, l'exhumation aura lieu en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister.

Pour chaque exhumation, les familles supporteront la dépense résultant du renouvellement du cercueil.

Les exhumations seront suspendues à la discrétion de l'administration municipale en cas de conditions atmosphériques impropres à ces opérations.

Article 33 - Exhumations et ré inhumations

L'exhumation des corps inhumés en terrain ordinaire ne peut être autorisée que si la ré inhumation réalisée par l'entreprise funéraire doit avoir lieu dans un terrain concédé, un caveau de famille ou dans le cimetière d'une autre commune.

La réunion des corps dans les caveaux ne peut être faite qu'après autorisation du Maire, sur la demande de la famille, et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé dans l'acte de concession les noms des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de tout autre ou sa volonté qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

Titre VII – Règlement du Columbarium

Préambule

Depuis le 19 décembre 2008, il est strictement interdit de garder une urne au domicile. Si une urne est trouvée dans un domicile de la commune, il faudra organiser sa mise au cimetière dans une case du columbarium.

Le Maire ne peut pas interdire le scellage d'une urne sur un monument d'une sépulture.

Article 34 - Destination des cases et attribution

Un columbarium est mis à la disposition dans l'enceinte du cimetière n°3 pour les familles ayant recours à la crémation de leurs défunts, pour y déposer les urnes contenant les cendres des personnes incinérées. Il est composé de cases.

Chaque case est destinée à recevoir une ou deux urnes cinéraires dès lors que les dimensions de ces urnes le permettent (39 cm de hauteur sur 33 cm de largeur maximum). Les cases de grandes dimensions peuvent recevoir 2 urnes maximum.

Les familles devront veiller à ce que le nombre, la dimension des urnes puissent permettre leur dépôt, l'autorité municipale ne pouvant être tenue responsable si le dépôt ne pouvait être effectué en raison du nombre ou de la dimension des urnes.

Les cases seront attribuées par rang d'ordre établi par la mairie. Cette attribution se fera en débutant en haut et à gauche. Aucune dérogation ne sera acceptée.

Les cases sont octroyées aux mêmes conditions que les emplacements dans les cimetières.

Avant de déposer l'urne dans la case attribuée, il sera obligatoire de fournir le certificat de crémation et l'autorisation du Maire de MONTGUYON ou de son représentant.

Les cases seront obligatoirement ouvertes et refermées par les services habilités. Ces opérations seront à la charge de la famille.

Le dépôt en columbarium provisoire d'une urne est autorisé dans le cas où son inhumation telle que souhaitée par la famille est rendue impossible temporairement pour des raisons techniques, administratives ou familiales

Article 35 - Durée et renouvellement des concessions Columbarium

Les cases du columbarium sont concédées aux familles pour une durée de 15 ou 30 ans moyennant le versement d'un droit fixé par délibération du Conseil Municipal. Elles sont renouvelables pour une période de même durée ou plus. Le renouvellement de chaque case s'effectue au plus tard dans l'année qui suit l'échéance, au tarif qui sera en vigueur au moment du renouvellement.

Les familles pourront à tout moment récupérer les urnes déposées dans le columbarium qu'après en avoir fait la déclaration à la Mairie.

A l'expiration du contrat, si les familles ne se sont pas manifestées dans le délai d'un an après son expiration, la case sera reprise par la commune, de plein droit, à titre gratuit, sans indemnité et les cendres seront dispersées dans le jardin du souvenir par les services habilités. Les urnes et les plaques démunies du soliflore, sont tenues à la disposition de la famille pendant six mois. Elles peuvent être remises à la famille. Passé ce délai, les cendres seront dispersées au Jardin du Souvenir, les urnes et les plaques seront détruites.

Article 36 - Exécution des travaux

Tout dépôt ou retrait d'urne cinéraire fera l'objet d'une demande écrite à la Mairie, au plus tard un jour ouvrable avant l'exécution de chaque opération. En cas de retrait ou de dépôt d'une ou plusieurs urnes, et dans l'intérêt des familles, ceux-ci ne pourront être autorisés que sur la demande formulée par le plus proche parent de la personne décédée. Celui-ci devra justifier de son état civil, de son domicile et de la qualité en vertu de laquelle il formule sa demande. Cette opération entraînera un abandon de la concession en faveur de la commune.

Toutefois, lorsqu'il y aura conflit entre les parents de même degré au sujet de cette opération, le Maire pourra surseoir au retrait de l'urne (ou des urnes) tant que le différend n'aura pas été tranché par le tribunal compétent.

Article 37 - Exécution des travaux

L'ouverture et la fermeture d'une case, lors du dépôt ou retrait d'une urne seront exécutées exclusivement par une personne habilitée.

Article 38 - Expression de la mémoire

Dans le but de maintenir une certaine uniformité, les plaques d'identité apposées sur les portes des cases seront identiques. Chaque plaque fera l'objet d'une inscription en lettres et chiffres. Seuls les noms et prénoms usuels, titres légaux ainsi que les années de naissance et de décès du défunt pourront figurer sur cette plaque. La gravure sera obligatoirement de couleur dorée et à la charge du concessionnaire. Le choix est laissé à la famille de l'entreprise funéraire qui procèdera à la gravure de la plaque d'identité.

Article 39 - Fleurissement

Seul le dépôt de fleurs naturelles coupées, sera autorisé au pied du columbarium, le jour de la cérémonie funèbre et à l'occasion des fêtes de la Toussaint. Elles seront enlevées aussitôt leur détérioration. La commune se réserve le droit de retirer les fleurs naturelles coupées lorsqu'elles sont fanées.

En dehors de ces périodes, la municipalité se réserve le droit d'enlever les fleurs. Les plantations et jardinières sont strictement interdites.

Cependant la fixation d'un soliflore sur la porte, par un professionnel et à la charge de la famille, sera autorisée. Son fleurissement doit rester discret et ne pas déborder sur les cases voisines.

Article 40 – Dépôt temporaire d'une urne

Un dépôt temporaire de l'urne en columbarium peut être demandé par les familles dans l'attente d'un transfert en caveau de famille existant dans notre cimetière ou dans une autre commune.

Si au terme d'un délai de six mois, la situation n'est pas régularisée, il sera exigé à la famille de faire l'acquisition de la concession qu'ils occupent dans le columbarium.

Titre VIII – Règlement du « Jardin du Souvenir »

Préambule

Le « Jardin du Souvenir » recevra les cendres des personnes crématisées

Article 41 – Formalités préalables

L'autorisation sera accordée par le Maire sur justification de l'expression écrite des dernières volontés du défunt, ou à défaut sur la demande du ou des membres de la famille ayant qualité pour pourvoir aux obsèques ou à la crémation.

Article 42 – Réglementation et tarifs

Pourront être dispersées dans le Jardin du Souvenir les cendres des personnes mentionnées dans l'article 2 du Titre 1. Tout signe d'appropriation de l'espace, tout élément distinctif, toute marque de reconnaissance à demeure sont interdits dans le Jardin du Souvenir. Seules des fleurs coupées peuvent y être déposées.

Dans un souci de bon entretien du Jardin du Souvenir, les familles sont invitées à retirer les fleurs fanées dans les meilleurs délais, à défaut, le personnel communal procédera à leur retrait.

Chaque dispersion fera l'objet d'une inscription sur un registre tenu en Mairie.

La dispersion des cendres s'effectuera obligatoirement en présence d'un représentant de la famille du défunt.

Les tarifs fixés par délibération du 18 mai 2005 des concessions d'une case quelle que soit sa dimension sont :

- 300,00 euros pour 15 ans
- 500,00 euros pour 30 ans

Titre IX – Règlement caveau provisoire (dépositaire)

Article 43 - Dépôt temporaire du corps et tarifs

La commune met à la disposition des familles un caveau provisoire destiné à accueillir temporairement et après mise en bière le corps des personnes en attente de sépulture.

Pour être admis dans le caveau provisoire, le cercueil contenant le corps, devra suivant les causes du décès et la durée du séjour, réunir les conditions imposées par la législation.

Pour tout dépôt en caveau provisoire d'une durée supérieure à six jours ou si le décès est dû à une maladie contagieuse (exemple : COVID19), le corps est placé dans un cercueil conforme à la législation en vigueur.

Le tarif du droit de séjour en caveau provisoire par délibération n° 2021/17 du 17 mars 2021 est fixé à 30,00 euros par mois n'excédant pas 6 mois.

Article 44 - Conditions d'utilisation

Le dépôt d'un corps dans le caveau provisoire ne pourra avoir lieu que sur demande présentée par un membre de la famille ou par toute autre personne ayant qualité à cet effet et avec une autorisation délivrée par le Maire.

Le dépôt ne peut excéder une durée maximum de six mois.

Au cas où des émanations de gaz seraient détectées, le Maire par mesure d'hygiène et de police, pourra prescrire l'inhumation immédiate du corps aux frais des familles dans les terrains qui leur étaient destinés ou, à défaut dans le terrain commun.

Titre X – Respect des dispositions

Article 45 – Consultation du présent règlement

Le présent règlement peut être consulté au bureau :

- De l'accueil de la Mairie
- Du service Etat Civil de la Mairie

Article 46 - Abrogation des règlements antérieurs

Le présent arrêté annule et remplace les précédents.

Article 47 – Exécution du présent règlement

Monsieur Le Maire de MONTGUYON, le Commandant de Gendarmerie, le représentant de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis en Sous-Préfecture.

Création d'une commission cimetières

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal, qu'en application des articles L. 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Le Conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions qui seront ensuite soumises au Conseil municipal. Le Maire est de droit président de toutes les commissions communales.

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil municipal que la commune possède un règlement intérieur des cimetières. Toutefois, il convient de créer une commission qui aurait comme rôle la gestion du patrimoine de ses trois cimetières, l'évolution de son règlement intérieur, la gestion des concessions à exhumer, la gestion de concessions en état d'abandon pouvant être reprises par la commune mais également tout sujet en rapport avec les trois cimetières.

Monsieur le Maire demande que des élus se portent volontaires pour intégrer la commission cimetières. Madame GUILLEMAIN Ghislaine, Monsieur CHARRON Olivier, Monsieur NEREAU Claude proposent d'intégrer la commission cimetières. Monsieur le Maire est de droit Président de cette commission des cimetières communaux.

Après délibération, les membres du Conseil municipal, DECIDENT à l'unanimité des membres présents :

- **D'APPROUVER** la création d'une commission pour la gestion des trois cimetières de la commune,
- **D'APPROUVER** que la commission soit composée de Monsieur le Maire (Président de la commission), de Madame GUILLEMAIN Ghislaine, de Monsieur CHARRON Olivier et de Monsieur NEREAU Claude,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Création des ossuaires

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil de la nécessité de procéder à la création de plusieurs ossuaires affectés à perpétuité au sein des trois cimetières de la commune.

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment les articles L. 2213è7 à 15, L. 2223-4 et R. 2223-6,

Vu le Code Pénal, et notamment les articles 225-17 et 225-18,

Vu la délibération du 26 mai 2025 autorisant la création d'ossuaires communaux affectés à perpétuité, **Considérant** qu'il est nécessaire de prévoir dans les cimetières des ossuaires aménagés où les restes des personnes qui étaient inhumées dans le terrain commun sont aussitôt ré-inhumées à l'issue du délai de rotation, ainsi que les restes des personnes qui étaient inhumées dans les concessions non renouvelées ou ayant fait l'objet d'une procédure de reprise pour état d'abandon,

Considérant qu'il convient de respecter la mémoire de ces défunts en les inhumant dans un lieu affecté à perpétuité et convenablement aménagé,

Monsieur le Maire propose l'emplacement dans le cimetière 2 de l'ossuaire 1 (allée O n° 8) et les emplacements dans le cimetière 1 de deux ossuaires (ossuaire 2 allée B n° 61 et ossuaire 3 allée B n° 30). Les ossuaires sont affectés à perpétuité et destinés à recevoir les restes des corps inhumés retirés des fosses en terrain commun après expiration du délai de cinq ans ainsi que les restes des corps inhumés dans les concessions dont la durée est expirée et qui n'ont pas été renouvelées ou qui ont été reprise après constat d'abandon.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, DECIDE, l'unanimité des membres présents :

- **D'APPROUVER** la création de plusieurs ossuaires affectés à perpétuité dans les trois cimetières de la commune,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire de signer tous les documents relatifs à ce dossier de création d'ossuaires.

DOSSIER 3 Aménagement place de la Mairie : Point d'étape

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal que les travaux d'aménagement de la place de la Mairie sont presque terminés.

Il manque l'installation des deux bornes « arrêt minute » devant la boulangerie et le bijoutier.

Dans un premier temps et en accord avec les commerçants, un essai d'arrêt de 30 minutes sera opéré. Un bilan sera fait pour ajustement ou pas de la durée du stationnement minute.

Les garde-corps de la Mairie et de la pharmacie seront posés semaine 24.

L'indication « accès PMR » reste à faire.

Monsieur le Maire précise aux membres que les voiries de la place de la Mairie sont en « zone de partage » (zone 20km/h).

La signalisation est matérialisée par de la signalisation verticale.

Une modification des zones (zone 50, zone 30 et zone 20) est demandée par plusieurs élus.

Un arrêté de modification sera fait :

- Zone 30 depuis l'agence GENERALI au lieu d'une zone 50. Cela évite un changement de limitation de vitesse pour une longueur de voirie très courte. La vitesse sera la même. Monsieur le Maire demande que l'arrêté modificatif soit élaboré dès le lendemain.

Monsieur le Maire précise également que des jardinières seront implantées devant la charcuterie BRODUT, ceci afin de délimiter la zone trottoir de la zone voirie et de sécuriser cette zone piétonne.

Monsieur le Maire remercie toutes les personnes qui ont suivi les travaux du chantier. Malgré une date de début de travaux peu favorable (début février 2025 = météo peu propice), le planning a été tenu et même très bien tenu avec 15 jours d'avance sur l'ouverture de la circulation.

Monsieur le Maire tient également à informer les membres présents que le budget global de cette opération a été maîtrisé » et le bilan financier est positif avec un solde d'environ + 7 000€.

Pour finir, Monsieur le Maire informe les membres que les travaux de restauration du monument aux morts seront achevés au 09 juin 2025.

L'inauguration de la place est prévue le samedi 05 juillet 2025 à 11h30.

Cette journée en plus de l'inauguration en présence de Monsieur le Préfet, de Madame la Sous-Préfète, de Madame la Présidente du Conseil départemental, des Sénateurs et bien d'autres personnes sera marquée par la braderie de 10h à 17h, de plusieurs animations sur toute la journée qui s'achèvera par le bal des pompiers.

Emplacement définitif du marché hebdomadaire

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal, que pour le moment il n'y a pas de décision de prise quant au retour du marché sur la place de la Mairie.

Monsieur le Maire et d'autres élus ont de bons retours des commerçants ambulants depuis l'installation place du Champ de Foire au début d'année 2025 : augmentation de la fréquentation des clients et retours de nouveaux clients qui ne venaient plus sur le marché de Montguyon.

La décision du retour ou pas du marché place de la Mairie sera prise. Une concertation sera organisée pour recueillir tous les ressentis et bilans pour une meilleure prise de décision pour la rentrée.

DOSSIER 4 **SOLURIS – Prise en charge par la commune d'une licence supplémentaire COSOLUCE**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal que la mission comptabilité du SICOM était assurée par un agent communal. La licence COSOLUCE était prise en charge à l'époque par la Mairie de Montguyon.

Depuis plusieurs années, cette mission a été reprise par le SICOM. Le transfert de la licence COSOLUCE ayant un coût très élevé, il a été convenu que la commune s'acquitte de la facture annuelle auprès de SOLURIS pour cette licence. Le SICOM s'engage à procéder au remboursement du montant intégral de la facture à la commune la même année.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal que le syndicat informatique de Charente-Maritime SOLURIS, a présenté une facture d'un montant de 1 039,00 euros relative à la licence supplémentaire COSOLUCE pour le SICOM pour l'année 2025.

Monsieur le Maire demande aux membres l'autorisation de régler cette facture et précise qu'il va demander au SICOM de procéder au remboursement à la commune de cette facture dans les meilleurs délais.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, DECIDE, à l'unanimité des membres présents :

- **DE VALIDER** le paiement par la commune de la facture SOLURIS pour l'année 2025 d'un montant de 1 039,00 euros,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à entamer les démarches auprès du SICOM pour obtenir le remboursement de la somme de 1 039,00 euros,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire d'effectuer toutes les formalités et signatures relatives à ce dossier.

DOSSIER 5 **Groupe scolaire Tarifs garderie et cantine pour l'année scolaire 2025/2026**

Tarifs garderie 2025/2026

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'une garderie est assurée à l'Ecole Maternelle et à l'Ecole Primaire le matin et le soir. Les horaires pour l'année scolaire 2025/2026 resteront inchangés, à savoir :

- Le matin à partir de 7h
- Le soir jusqu'à 18h30

Il est proposé au Conseil municipal les tarifs ci-dessous pour la garderie de l'école Maternelle et de l'école Elémentaire pour l'année scolaire 2025/2026 :

Lundi, mardi, jeudi et vendredi Ecole Maternelle selon le Quotient Familial (QF)

1 ^{er} tarif	QF 0€ à 760€	7h à 9h00	1,15€
		16h30 à 18h30	1,15€
2 ^{ème} tarif	QF 761€ à 1200€	7h à 9h00	1,25€
		16h30 à 18h30	1,25€
3 ^{ème} tarif	QF >1201€	7h à 9h00	1,35€
		16h30 à 18h30	1,35€

Lundi, mardi, jeudi et vendredi Ecole Elémentaire selon le Quotient Familial (QF)

1 ^{er} tarif	QF 0€ à 760€	7h à 8h45	1,15€
		16h30 à 18h30	1,15€
2 ^{ème} tarif	QF 761€ à 1200€	7h à 8h45	1,25€
		16h30 à 18h30	1,25€
3 ^{ème} tarif	QF >1201€	7h à 8h45	1,35€
		16h30 à 18h30	1,35€

Le tarif « dépassement horaire » pour tous les enfants reste inchangé, quel que soit le domicile pour l'année scolaire 2025/2026 :

- 5,00€ par ¼ entamé

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, DECIDE, à l'unanimité des membres présents :

- **D'APPROUVER** que les tarifs de la garderie pour l'école maternelle et l'école élémentaire pour l'année scolaire 2025/2026 restent inchangés,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire d'effectuer les formalités et signatures relatives à ce dossier.

Tarifs restauration scolaire 2025/2026

Monsieur le Maire indique aux membres du Conseil Municipal que le Décret n° 2006-753 du 29 juin 2006 supprime l'encadrement des tarifs de la restauration scolaire des élèves de l'enseignement public, sous réserve de ne pas excéder le coût du service rendu par usager.

Les tarifs sont fixés librement par la Collectivité.

Monsieur le Maire rappelle que la commune a mis en place en septembre 2022, le nouveau dispositif de réservation et de paiement en ligne (délibération n° 2022/32 du 16 mars 2022). Ce dispositif permet de diminuer les impayés et d'améliorer la gestion des denrées alimentaires en limitant au maximum le gaspillage.

Il rappelle également que lors de la séance du 16 mars 2022 par délibération n° 2022/33, le tarif des repas non réservés à l'avance, à partir de la rentrée des classes de septembre 2024 est fixé à 5,00 euros. Monsieur le Maire propose de maintenir ce tarif de 5€.

En raison de l'inflation qui conduit à un contexte actuel financier compliqué pour la gestion de la restauration des élèves, Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal de revoir les tarifs des repas du restaurant scolaire pour l'année scolaire 2025/2026 et demande aux membres de se prononcer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE par 13 voix POUR, 0 voix CONTRE et 1 ABSTENTION :

- **DE VALIDER** les nouveaux tarifs de la restauration scolaire pour l'année scolaire 2024/2025. Les tarifs sont les suivants :
 - Maternelle **2.40€**
 - Primaire **3.20€**
 - Enseignants **5.30€**
- **DE VALIDER** le tarif de 5€ par repas non réservé à l'avance à partir du 1^{er} septembre 2025,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire d'effectuer les formalités et signatures relatives à ces tarifs.

DOSSIER 6

Personnel communal

Création d'un poste d'agent d'accueil et de médiation numérique, de catégorie C à temps non complet au CCAS

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal que le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) comporte actuellement 2 agents France Service (1 à temps complet Sylvette JULES et 1 agent à temps non complet Stéphanie JOSEPH Mission Locale). Un agent de Conseiller Numérique Damien COURTY NOEL à temps complet, accompagne les citoyens dans leurs démarches administratives du numérique (aide pour faire une demande de carte grise, ...).

L'agent France Service à temps non complet qui assure également un poste à la Mission Locale ne souhaite plus être rattaché à France Service. Cet agent assurait la permanence téléphonique et l'accueil physique de la France Service en l'absence de l'agent à temps complet. La convention entre la commune et la Mission Locale concernant la permanence France Service assurée par l'agent à temps non complet prend fin au 31 mai 2025.

Sylvette JULES : CCAS 20% et France Services 80% (convention avec la mission locale car obligation de 2 agents France Services et permanence 5j/7j obligatoires) Poste financé à 80% par le SICOM et 20% par la commune

Damien COURTY NOEL : Conseiller numérique Poste financé à 50% par l'Etat et 50% par la commune.

Comme la convention entre la commune et la Mission Locale prend fin au 31 mai 2025 et la commune n'ayant pas de possibilités de remplacement en l'absence de l'agent France Services, il a été proposé au Conseiller Numérique, Damien COURTY NOEL un poste d'agent d'accueil CCAS et médiation numérique.

Ce poste se décomposera de la manière suivante :

- 11 heures à la commune de Montguyon en tant qu'agent d'accueil CCAS et médiation numérique poste de 11 heures financé par la commune
- 24 heures à la France Service (label France Service) financé par le SICOM et l'Etat

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

Le Maire, rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet, des agents statutaires et contractuels nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Le grade correspondant à l'emploi créé est le grade d'adjoint administratif territorial pour un emploi permanent à temps non complet (11h/35^{ème}) sur une durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet de 35h (35h/35h).

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article L332-14 du code général de la fonction publique précité, un agent contractuel de droit public pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire. Le contrat est alors conclu pour une durée déterminée d'une durée d'un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année.

Par ailleurs, Monsieur le Maire informe les membres présents que l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8 du code général de la fonction publique. Dans ce cas, la délibération précise :

- Candidat avec expérience exigée dans toutes les différentes missions liées à l'accueil du CCAS en respectant en respectant toutes les règles liées aux activités de l'établissement.

Nature des fonctions :

Assurer l'accueil physique et téléphonique des administrés et de tout type de public

- Accueillir et renseigner le public sur place ou par téléphone en s'exprimant clairement et avec amabilité
- Recevoir, filtrer et orienter les administrés vers les bons interlocuteurs
- Identifier et gérer les demandes et leurs degrés d'urgence

Accompagner les administrés dans leurs démarches administratives

- Savoir identifier les besoins des administrés

- Accompagner les administrés dans la complétude des différents dossiers (retraites, APA, MDPH, aides sociales, dossiers banque alimentaire, ...)
- Assurer un accueil de qualité valorisant l'image de la collectivité
- Orienter le public vers les services ou organismes compétents lorsque l'agent n'est pas en mesure de répondre au besoin et/ou à la demande

Assurer la liaison entre les institutions et les administrés pour qu'ils effectuent leurs multiples démarches

- Elaborer une stratégie de contacts avec tous les partenaires (Pôle Emploi, CARSAT, CAF, ...)
- Etre le lien entre les administrés et les institutions pour les questions d'ordre administratif ou social. Pour se faire, l'agent sera chargé d'aller chercher lui-même l'information auprès des partenaires et institutions via internet, téléphone, ...
- Collecter les informations auprès des différents opérateurs
- Organiser des ateliers sur des thématiques précises (prestations CAF, ...)
- Effectuer le suivi statistique de fréquentation

Assurer l'accompagnement dans l'outil informatique (médiation numérique)

- Accompagner les usagers dans la manipulation de l'outil informatique
- Accompagner les usagers dans leurs démarches administratives numériques (France connect, ...)
- Organiser des ateliers informatiques
- Peut être amené à participer à diverses missions d'aides au fonctionnement de la collectivité comme l'accueil physique et téléphonique en cas de sous-effectif
- Aide et soutien à d'autres services de la collectivité

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil municipal du 26 mai 2025,

Considérant que les besoins du service nécessitant la création d'un emploi permanent d'agent d'accueil et de médiation numérique au CCAS de la commune à temps non complet,

Le Conseil municipal, sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, DECIDE, à l'unanimité des membres présents :

- **DE CREER** au tableau des effectifs un emploi permanent d'agent d'accueil et de médiation numérique au CCAS de la commune,
- **A CE TITRE** cet emploi permanent sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ou éventuellement en application de l'article L. 332-8, par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 3 ans maximum compte tenu de l'expérience exigée de toutes les missions liées au poste. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.
- **L'AGENT** affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes :

Assurer l'accueil physique et téléphonique des administrés et de tout type de public

- Accueillir et renseigner le public sur place ou par téléphone en s'exprimant clairement et avec amabilité
- Recevoir, filtrer et orienter les administrés vers les bons interlocuteurs
- Identifier et gérer les demandes et leurs degrés d'urgence

Accompagner les administrés dans leurs démarches administratives

- Savoir identifier les besoins des administrés
- Accompagner les administrés dans la complétude des différents dossiers (retraites, APA, MDPH, aides sociales, dossiers banque alimentaire, ...)
- Assurer un accueil de qualité valorisant l'image de la collectivité
- Orienter le public vers les services ou organismes compétents lorsque l'agent n'est pas en mesure de répondre au besoin et/ou à la demande

Assurer la liaison entre les institutions et les administrés pour qu'ils effectuent leurs multiples démarches

- Elaborer une stratégie de contacts avec tous les partenaires (Pôle Emploi, CARSAT, CAF, ...)
- Etre le lien entre les administrés et les institutions pour les questions d'ordre administratif ou social. Pour se faire, l'agent sera chargé d'aller chercher lui-même l'information auprès des partenaires et institutions via internet, téléphone, ...
- Collecter les informations auprès des différents opérateurs
- Organiser des ateliers sur des thématiques précises (prestations CAF, ...)

- Effectuer le suivi statistique de fréquentation

Assurer l'accompagnement dans l'outil informatique (médiation numérique)

- Accompagner les usagers dans la manipulation de l'outil informatique
- Accompagner les usagers dans leurs démarches administratives numériques (France connect, ...)
- Organiser des ateliers informatiques
- Peut être amené à participer à diverses missions d'aides au fonctionnement de la collectivité comme l'accueil physique et téléphonique en cas de sous-effectif
- Aide et soutien à d'autres services de la collectivité

Monsieur le Maire est autorisé à procéder aux déclarations de vacance de poste (même par anticipation) et prendre toutes les dispositions relatives au recrutement.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent recruté sont inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Adopté à l'unanimité des membres présents

DOSSIER 7 Révision globale du PLU de la commune

Point d'étape

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la Commune est en cours de révision globale de son Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) avec l'accompagnement du cabinet CITTANOVA.

Par rapport au phasage de la procédure, le dossier de révision est à la phase de l'élaboration du règlement écrit et graphique.

Le 15 mai 2025 s'est déroulée la réunion avec les Personnes Publiques Associées (PPA) Chambres consulaires, Conseil Départemental, le Syndicat des rivières, la DDTM qui ont émis un « veto ».

Lors de cette réunion le graphique de la commune a été remis en question.

En effet, la commune souhaite instaurer 4 zones OAP (Opérations d'Aménagement Programmée de création de l'habitat Fief 1, Fief 2, Clairvent 1 et Clairvent 2).

Les OAP devraient permettre la création de 298 logements.

La densification de l'habitat (SCOT) a pour objectif la création de 15 logements à l'hectare c'est-à-dire une maison pour 600m² de terrain.

Sur les 298 logements, 219 se situent en dents creuses et/ou fonds de jardins.

La plupart des propriétaires ne sont pas prêts de laisser des fonds de jardins sur leur propriété pour des constructions.

298 – 219 = 79 de créations de logements en extension dans les 4 zones OAP

FIEF 1	41 logement
FIEF 2	18 logements
CLAIRVENT 1	37 logements
CLAIRVENT 2	20 logements

TOTAL POUR LES 4 ZONES OAP = 116 logements au lieu de 79. Lors de la réunion du 15 mai 2025 avec les PPA, la conclusion est que la commune de Montguyon est trop consommatrice d'espaces naturels et envisage un développement trop important. En l'état avec les 116 logements, la DDTM émet une réponse défavorable au projet de P.L.U. de la commune.

La DDTM a donc décidé de demander à Monsieur le Maire et son Conseil municipal de diminuer le nombre de logements en OAP.

Monsieur le Maire indique aux membres présents la nécessité de retirer du règlement graphique du P.L.U., une zone d'Opération d'Aménagement Programmée.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, DECIDE, la suppression d'une zone par :

- FIEF 1
- FIEF 2 13 VOIX POUR et 1 ABSTENTION
- CLAIRVENT 1
- CLAIRVENT 2

La zone FIEF 2 est donc supprimée du projet du règlement graphique du P.L.U. de la commune.

QUESTIONS DIVERSES

Inauguration de l'abattoir communal

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal que le 06 juin 2025 aura lieu l'inauguration de l'abattoir suite à la rénovation des locaux et l'arrivée de la nouvelle directrice.

Dossier expropriation de Monsieur HASNI GACEM

Monsieur le Maire informe les membres présents que la collectivité a eu un contact avec l'avocat de la famille qui s'était engagée à procéder aux travaux de débroussaillage le dimanche 04 mai 2025. A ce jour, rien n'est fait. La famille de Monsieur HASNI GACEM ayant changé d'avocat, Monsieur le Maire doit avoir des nouvelles début juin 2025 pour connaître la suite de ce dossier à savoir le débroussaillage intégral de la parcelle. Sans travaux de débroussaillage courant juin 2025, la procédure d'expropriation reprendra.

Rue de la Pierre Folle

Un élu fait part à Monsieur le Maire que des branches d'arbres dépassent d'une parcelle au tout début de la rue de la Pierre Folle. Cela entraîne un danger pour les véhicules de grande hauteur qui circulent sur cette rue (risque d'endommagement du toit du véhicule).

Monsieur le Maire adressera un courrier aux propriétaires afin de leur demander de procéder à la taille et à l'élagage des arbres qui présentent un danger pour les piétons et les véhicules.

Garage DUTOUR situé place du Champ de Foire

Il est demandé de procéder à la suppression des emplacements de stationnement interdit devant le garage DUTOUR.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal que l'indivision à procéder au nettoyage du garage et met à la vente le bâtiment.

Dératisation

Un élu fait part de la problématique de la surpopulation des rats sur le territoire de la commune.

Monsieur le Maire précise que la collectivité mandate une entreprise spécialisée pour traiter plusieurs fois par an les lieux publics (école, gymnase, poubelles, ...). Toutefois, sur le domaine privé, il ne peut rien faire. C'est au propriétaire de tout mettre en œuvre pour régler le problème de la surpopulation des rats.

Guinguette de Montguyon

Monsieur le Maire informe les membres présents que pour l'instant il n'y a pas d'exploitant pour la Guinguette de Montguyon.

Voirie

Une élue informe Monsieur le Maire que derrière la boutique de la charcuterie BRODUT (place du Champ de Foire), il y a un affaissement du trottoir sur au moins 2m².

L'élue en charge de la voirie se rendra sur les lieux pour constater et demander aux agents de faire le nécessaire pour réparer.

Un élu informe Monsieur le Maire que dans l'impasse De La Fontaine, il y a actuellement, une circulation à vitesse excessive d'engins. Ces passages des engins abîment la voirie.

Patrimoine

Monsieur le Maire informe les membres présents que le cabinet missionné pour la maîtrise d'œuvre pour la mise en sécurité de la falaise sud du château travaille sur le dossier en vue de présenter le permis de construire entre le 15 et le 30 juin 2025.

Le cabinet s'est déjà rendu plusieurs fois sur le site et communique bien avec la Mairie sur l'avancée du dossier.

Fin de la séance à 23h45

A Montguyon, le 02 juin 2025

Le Maire,
Julien MOUCHEBOEUF

